

c'est nous tous, nous tous à titre d'employeurs, d'employés et de consommateurs de produits industriels. C'est nous tous à titre de bénéficiaires des vastes sommes et des impôts versés par l'industrie.

Des millions de Canadiens travaillent dans l'industrie et des centaines de milliers au moins sont propriétaires d'entreprises dans le cadre de notre système capitaliste. Chacun d'entre nous consomme les produits de l'industrie. Désigner l'industrie comme la seule coupable, c'est nous condamner nous-mêmes puisque l'industrie ne fait ni plus ni moins que ce que l'opinion publique exige. De plus, l'industrie ne s'est pas comportée autrement que nous l'avons fait, à titre de citoyens.

Oui, l'industrie est plus grande et doit donc être plus propre; en conséquence, les frais de nettoyage qu'elle devra assumer seront plus élevés que ceux des simples particuliers. Il ne s'agit pas de défendre l'industrie mais plutôt de faire comprendre qu'une société diffère peu du simple citoyen sauf qu'elle est plus vaste et qu'elle doit supporter les frais en proportion.

Oui, l'industrie doit décidément faire savoir qu'elle accepte de collaborer à ce grand effort qui vise à améliorer la qualité de notre milieu. Le système de l'entreprise privée avec sa liberté inhérente, qui offre de nombreux choix à l'individu et qui récompense l'initiative et le travail, a été le vrai ressort de l'individualité et de la liberté pour l'humanité, la plus grande récompense sous forme d'un haut niveau de vie pour le plus grand nombre de personnes dans tout système économique connu.

• (4.30 p.m.)

Il faut reconnaître que le système a des défauts. On reproche au régime de l'entreprise privée d'avoir perdu quelque peu le sens du devoir et de la moralité. De là vient dans une certaine mesure le désintéressement de la jeunesse qui refuse de souscrire à ses buts, de même que l'inquiétude qui se manifeste dans les rues et sur les campus. Ceux qui contestent le système, depuis Eugene Debbs jusqu'à Paul Goodman, ont fulminé contre ses déficiences, mais peut-être Galbraith l'a-t-il expliqué de façon plus claire en indiquant les défauts et en refusant de démolir l'édifice simplement parce qu'il faut refaire la plomberie. Il y a, je crois, suggéré la réforme plutôt que la démolition. Il a dit que les grandes sociétés du secteur privé qui jouent un si grand rôle dans la direction et l'évolution de notre économie et de notre société devraient consacrer une plus grande partie de leur puissance et de leur productivité au secteur public plutôt qu'aux seuls bénéfices des particuliers et des initiés du système, si l'on veut que l'entreprise privée survive.

[L'hon. M. Greene.]

C'est sûrement là le grand défi de notre époque. Ceux d'entre nous qui croient à la liberté, à l'individualité et à la productivité qui caractérisent ce système savent très bien qu'il doit consacrer une certaine partie de l'énergie et de la production à améliorer la qualité de notre vie et de notre milieu, à satisfaire le besoin de profit des individus groupés en société et à veiller à son propre bien-être financier. S'il ne le fait pas, nous aurons fatalement accru un étatisme plus grand et peut-être un ultime contrôle par l'État des instruments de production qui n'a jamais conduit à la liberté ni à la productivité. Mais, si le système ne parvient pas, dans cette mesure et dans ce sens, à jouer un rôle plus efficace dans le secteur public, il sera emporté par l'histoire, comme furent emportés les systèmes qu'avaient mis en place l'Égypte, l'Empire byzantin, Rome ou la Grèce, dès qu'ils se révélèrent incapables de se mettre au service des peuples qu'ils prétendaient servir.

A mon avis, la loi sur les ressources en eau du Canada est un de ces documents publics qui détermineront pour notre époque si l'industrie, les grandes corporations peuvent réellement jouer un rôle dans le secteur public en déterminant une façon de vivre, un environnement digne d'un grand peuple. Je pense qu'elles le peuvent et qu'elles le feront. Je crois que sous l'égide de ce bill, nous obtiendrons la coopération des sociétés et du secteur privé et qu'ils joueront un rôle dans ce secteur public pour faire progresser notre pays et créer une atmosphère digne de nos lendemains. Vous conviendrez certainement que ce problème est trop urgent et trop important pour être l'occasion de querelles partisans. Je ne cherche aucun avantage politique dans tout ceci et je doute que personne puisse en retirer d'un bill d'une portée aussi vaste que celui-ci et qui coûtera très cher à tous les Canadiens.

C'est donc sans idée préconçue que je recevrai les suggestions de tous, en particulier, des honorables députés sur les diverses façons de résoudre nos problèmes.

Nous n'avons aucun programme précis à présenter. A mon avis, aucun pays de ce côté-ci ou de l'autre côté du rideau de fer, n'a de programme clairement défini et sans failles concernant les problèmes que posent le milieu et la régie des eaux en particulier. Nous avons donc établi des cadres qui nous semblent valables et adopté une méthode, après une étude approfondie, que nous croyons être la meilleure pour le Canada, mais nous savons que nous ne connaissons pas toutes les solutions. J'ai entretenu d'étroites relations avec les provinces. Elles m'ont offert d'excellents conseils et je compte en obtenir d'autres. De fait, il n'est que juste que les provinces